

TAX POLICY TRENDS

October 12, 2017

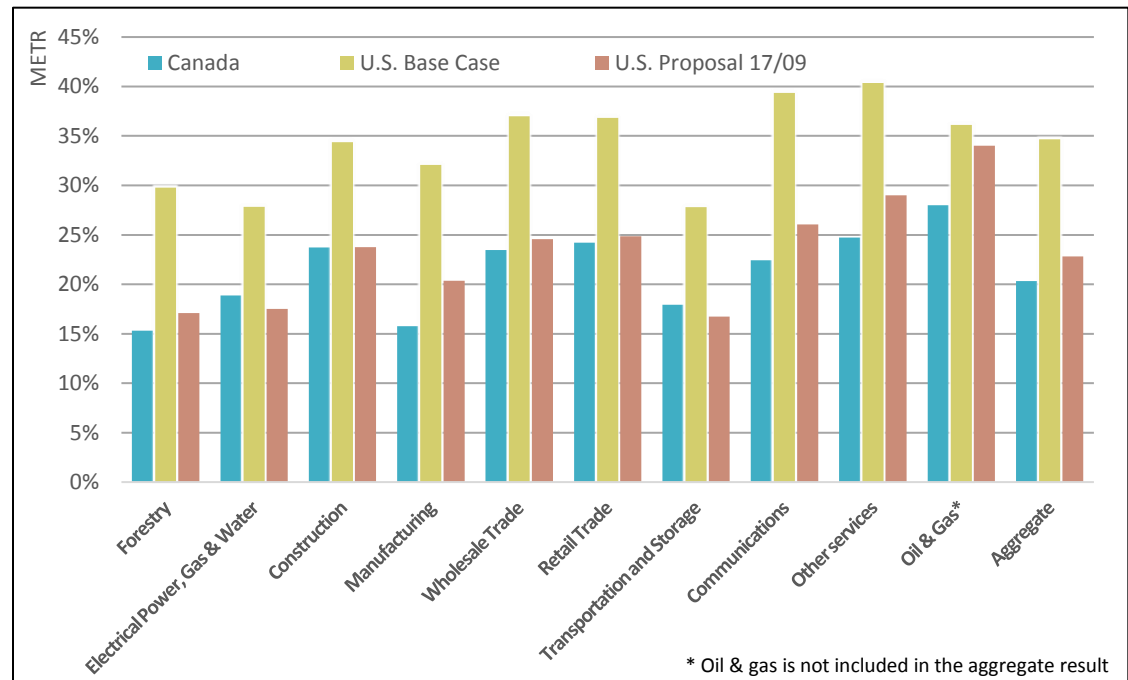
REPUBLICANS REVEAL PROPOSED TAX OVERHAUL

The White House and Congressional Republicans have revealed their much-anticipated proposal for reform of the U.S. personal and corporate tax systems. The proposal titled, “UNIFIED FRAMEWORK FOR FIXING OUR BROKEN TAX CODE” outlines a number of central policy changes, which will significantly alter the U.S. corporate tax system. The proposal includes a top federal marginal rate reduction for the sole proprietorships, partnerships and S corporation—small business equivalents—from 39.6% to 25% (state income tax rates would no longer be deductible). Large corporations would also see a meaningful federal rate reduction given the proposed drop in the federal corporate income tax rate from 35% to 20%. Additionally, the proposal includes a generous temporary measure intended to stimulate investment, full capital expensing for machinery with a partial limitation of interest deductions.

Taken together the rate reduction and expensing for machinery will significantly reduce the large corporate METR and taxes for US corporations.

As the figure above illustrates under the proposal the U.S. aggregate METR would drop from the current 34.6% to 22.8%, bringing the U.S. further inline with the G7 and OECD simple averages of 26.2% and 17.3% respectively. The proposed change to a METR of 22.8%, which includes the impact of U.S. retail sales taxes on the capital purchases, would see the U.S. fall in its current ranking among OECD nations from the third to the seventh highest METR among the 34 nations.

The figure also illustrates that the proposal will benefit some industries more than others. This can be attributed to the



proposed changes to capital depreciation, in the form of full expensing for machinery, but not for land, inventories or structures. This means that firms, which are investing more heavily in machinery will see a greater tax reduction over the five years the measure applies. The incentive to increase capital investment, and thus stimulus, will also fall disproportionately on machinery intensive industries.

The Trump administration along with the Republican dominated House of Representatives and Senate both ran on platforms that promised major tax reforms. However, what appeared to be a long standing and similarly broad consensus on health care reform has failed to produce legislation. While Republicans are pressured to deliver on a major promise, we are left to wonder if divisions between the White House and Senate, or internally among Republicans will see tax reform on a similar rocky path.

Policymakers should prepare for a potential loss in Canada's competitiveness.

TENDANCES FISCALES

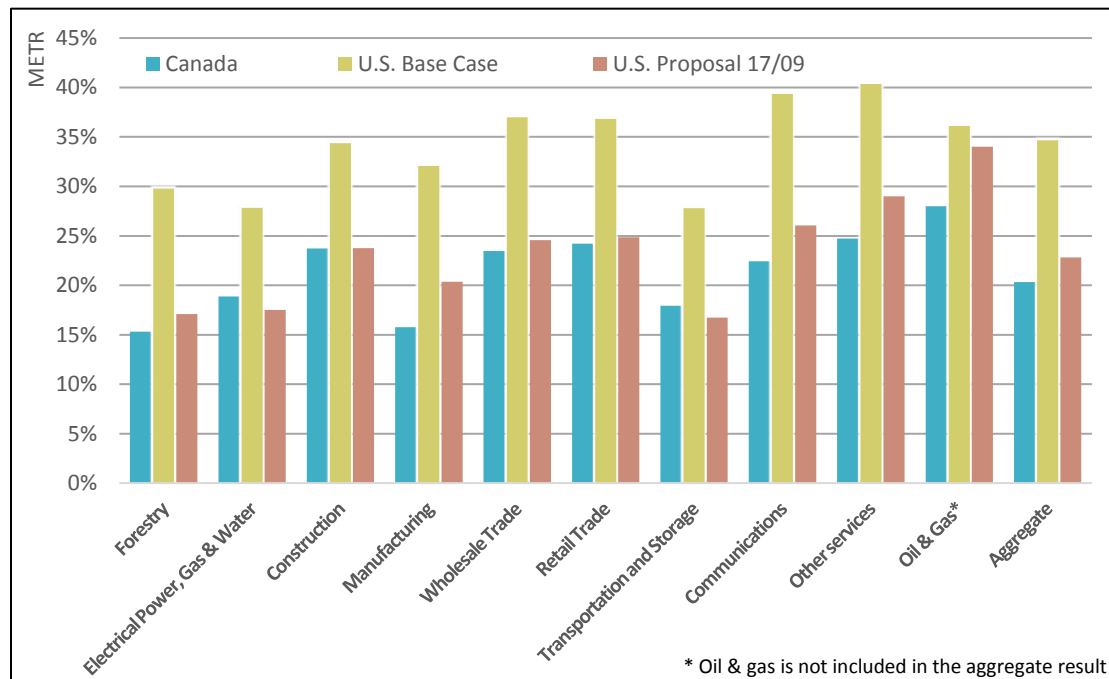
October 12, 2017

LES RÉPUBLICAINS RÉVÈLENT LEUR PROPOSITION DE RÉFORME FISCALE

La Maison-Blanche et les Républicains du Congrès ont révélé une proposition fort attendue en vue de la refonte du régime américain d'imposition des particuliers et des sociétés. La proposition intitulée « Cadre unifié pour réparer notre code fiscal déficient » fait état d'un certain nombre de changements des politiques centrales qui affecteront grandement le système d'imposition des sociétés américaines. La proposition comprend une réduction du taux d'imposition marginal supérieur pour les entreprises individuelles, les sociétés de personnes et les corporations « S » – l'équivalent de la petite entreprise – qui passerait de 39,6 % à 25 % (le taux de l'impôt sur le revenu prélevé par les États ne serait plus déductible). Les grandes sociétés verraient également une réduction significative du taux fédéral, avec une baisse du taux de l'impôt fédéral des sociétés de 35 % à 20 %. De plus, la proposition comporte une généreuse mesure temporaire visant à stimuler l'investissement : la comptabilisation en charges du montant intégral de la machinerie, dotée d'une limitation partielle des déductions d'intérêt.

Ensemble, la réduction du taux et la comptabilisation en charges pour la machinerie réduiront de façon importante le TEMI et les impôts des grandes sociétés américaines.

Comme les chiffres mentionnés pour la proposition l'illustrent, le TEMI global américain baisserait de son niveau actuel de 34,6 % à 22,8 %, plaçant les États-Unis plus en harmonie avec les moyennes simples du G7 et de l'OCDE, respectivement de 26,2 % et de 17,3 %. Les changements proposés en vue d'un TEMI à 22,8 %, incluant l'impact de la taxe de vente au détail américaine sur les achats d'immobilisation, ferait passer les États-Unis du troisième rang au septième rang des TEMI les plus élevés parmi les 34 pays de l'OCDE.



Les chiffres montrent également que la proposition bénéficierait davantage à certaines industries qu'à d'autres. Cette différence est attribuable aux changements proposés sur la dépréciation du capital, sous forme de comptabilisation en charges du montant intégral de la machinerie, mais pas en ce qui concerne les terrains, les stocks ou les bâtiments. Les sociétés avec des investissements plus importants en machinerie obtiendraient donc plus de réductions d'impôt pendant les cinq ans visés par la mesure. Les incitatifs visant à accroître les investissements de capitaux, et donc la stimulation, auront des répercussions disproportionnées sur les industries qui sont davantage tributaires de la machinerie.

L'administration Trump et les Républicains dominant la Chambre des représentants et le Sénat avaient fait campagne en promettant une réforme fiscale majeure. Par contre, un large consensus de longue date au sujet de la réforme des soins de santé n'a abouti à aucune mesure législative. Tandis que les Républicains subissent la pression de tenir une de leurs grandes promesses, on peut se demander si les divisions entre la Maison-Blanche et le Sénat, voire au sein même du Parti républicain, risquent d'entraver l'adoption de la réforme fiscale de façon similaire.

Les décideurs politiques doivent se préparer à un déclin potentiel de la compétitivité du Canada.